

Bou-Ismaïl le :16 /03/2023

Ref : 51/MG/DAM/CSC EXP/2023

AVIS DE PROLONGATION DES DELAIS POUR LA CONSULTATION NATIONALE N° 07/2023

La société de contrôle de soudage industrielle EPE CSC EXPERTISE spa lance un avis de prolongation des délais pour la consultation nationale N°07 en vue de :

La mise à disposition inspecteur N2 UT & N2 PAUT avec un scanner, sonde multiélément et son encodeur pour une durée estimative de 50 jours au niveau de la wilaya de Ouargla.

1- Obligations & exigences du prestataire :

a- Exigences inspecteur : Doit avoir

- Diplômes d'ingénieur ou master ou équivalent dans les filiales techniques ;
- Certificat UT Niveau 02 avec minimum 05 ans d'expérience après certification niveau 02 ;
- Certification PAUT Niveau 02 avec minimum de 03 ans d'expérience après certification ;
- Certification Niveau 02 TOFD souhaitable.

b- Exigences du prestataire :

- Le prestataire doit être en règle avec ses obligations relatives au paiement des assurances, des salaires et des cotisations des sécurité sociales pour son personnel selon les dispositions légales en vigueur ;
- L'habilitation au niveau de la wilaya de Ouargla à la charge du fournisseur.
- Doit transmettre une offre commerciale détaillée selon les canevas en annexes ;
- Doit transmettre CV, diplômes, certificats (UT N2, PAUT N2) & attestation de travail en cours de validité ;
- Doit fournir une copie du registre de commerce ;
- Doit fournir une copie carte immatriculation fiscale ;
- Doit fournir une copie de l'Attestation de RIB ;
- Doit fournir une copie d'identification statistique ;
- Lettre de soumission signée et cachetée.
- Déclaration à souscrire signée et cachetée.
- Déclaration de probité signée et cachetée.
- Doit transmettre les procédures d'inspection de corrosion et de détection des défauts pour approbation et validation avant la mobilisation,
- Doit transmettre les rapports d'inspection validés par le client final à la fin de la mission avec l'attachement.



الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
وزارة التعليم العالي و البحث العلمي
مركز البحث في التكنولوجيات الصناعية
شركة الالهام، المراقبة الصناعية
شركة عمومية اقتصادية ذات أسهم
رأس المال الاجتماعي 70000000 دج
فرع 100 % لمركز البحث في التكنولوجيات الصناعية



2- Obligation du client (EPE CSC Expertise Spa):

- ✓ Transport de l'inspecteur et équipements à la charge de client,
- ✓ Restauration & Hébergement sur chantier à la charge du client,
- ✓ Mise à disposition de l'équipement Phased Array MX2 & laptop
- ✓ Honorer le paiement dans les délais fixés dans l'Annexe.

3/Les délais de transmission ou dépos des offres techniques et commerciales sous plis fermés sont prolongés jusqu'au 21 MARS 2023 à 14h00.

Contacts :

Email : appro@cscexpertisespa.dz.

Mobile : 0661 95 63 03.

Tel/Fax : 024 32 57 68/78.

ANNEXE

BORDOREAUX DE PRIX

La mise à disposition inspecteur N2 UT & N2 PAUT avec scanner pour une durée estimative de 50 jours au niveau de la wilaya de Ouargla.

Item	DESIGNATION	Unité	Qte	Prix U HT	Prix Total HT
01	Mise à disposition inspecteur Niveau 02 PAUT	Jour	50		
02	Mise à disposition un scanner adaptable pour appareil MX2 du client.	Jour	50		
03	Sonde multiélément et encodeur adaptable aux scanner et appareil MX2	Jour	50		
04	Mobilisation & Démobilisation	Intervention	1		
Pour les items 2 et 3 (voir caractéristiques techniques cités ci-après)					
MONTANT TOTAL EN HT					
MONTANT DE LA TVA (19%)					
MONTANT TOTAL DE TTC					

Arrêté le montant de l'offre à (en lettres) :

Caractéristiques techniques de l'Appareil MX2 de client :

- OMNI2-P2-PA16:64-E-FR
- MODULE PHASED ARRAY OMNI-M-PA1664.

Important : Un test d'adéquation et de fonctionnalité avec l'appareil MX2 du client doit être effectué sur site de client par l'inspecteur PAUT N2 avant la mobilisation de ce dernier au niveau du chantier.

NB/ La facturation définitive sera selon nombre de jours réellement travaillés selon l'attachement signé conjointement entre les deux parties (client / fournisseur).

Modalité de paiement :

- Virement bancaire 30 jours après réception de la facture définitive ainsi que l'attachement signé conjointement entre les deux parties.

Fait àle.....

Le Prestataire

LETTRE DE SOUMISSION

(Document à établir sur papier à en-tête du fournisseur)

Je soussigné (e),

Nom et prénoms :

Profession :

Demeurant à :

Agissant au nom et pour le compte de :, inscrit (e) au registre du commerce, au registre de l'artisanat et des métiers ou autre (à préciser) de :

.....

Après avoir pris connaissance des pièces du projet de marché et après avoir apprécié, à mon point de vue et sous ma responsabilité, la nature et la difficulté des prestations à exécuter :

Remets, revêtus de ma signature, un bordereau des prix et un détail estimatif, établis conformément aux cadres figurant au dossier du projet de marché.

Me soumet et m'engage envers (indiquer le nom du service contractant)

.....

à exécuter les prestations conformément aux conditions du cahier des prescriptions spéciales et moyennant la somme de (indiquer le montant du marché en dinars et, le cas échéant, en devises étrangères, en chiffres et en lettres, et en hors taxes et en toutes taxes)

:

M'engage à exécuter le marché dans un délai de : (indiquer le délai en chiffres et en lettres).....

Le service contractant se libère des sommes dues, par lui, en faisant donner crédit au compte bancaire ou CCP n°....., auprès :

.....

Adresse :

.....

Affirme, sous peine de résiliation de plein droit du marché ou de sa mise en régie aux torts exclusifs de la société, que ladite société ne tombe pas sous le coup des interdictions édictées par la législation et la réglementation en vigueur.

Certifie, sous peine de l'application des sanctions prévues par l'article 216 de l'ordonnance n°66-156 du 8 juin 1966, modifiée et complétée, portant code pénal que les renseignements fournis ci-dessus sont exacts.

Fait à, le

Le soumissionnaire

(nom, qualité du signataire et cachet du soumissionnaire)

N.B : En cas de groupement le chef de file doit mentionner qu'il agit au nom du groupement et préciser la nature du groupement (conjoint ou solidaire).

DECLARATION DE PROBITE

(Document à établir sur papier à en-tête du fournisseur)

Je soussigné (e),

Nom et prénoms :

Agissant au nom et pour le compte de :

Je déclare sur l'honneur que ni moi, ni l'un de mes employés, représentants ou sous-traitants, n'avons fait l'objet de poursuites pour corruption ou tentative de corruption d'agents publics.

M'engage à ne recourir à aucun acte ou manœuvre dans le but de faciliter ou de privilégier le traitement de mon offre au détriment de la concurrence loyale.

M'engage à ne pas m'adonner à des actes ou à des manœuvres tendant à promettre d'offrir ou d'accorder à un agent public, directement ou indirectement, soit pour lui-même ou pour une autre entité, une rémunération ou un avantage de quelque nature que ce soit, à l'occasion de la préparation, de la négociation, de la conclusion ou de l'exécution d'un marché, contrat ou avenant.

Déclare avoir pris connaissance que la découverte d'indices concordants de partialité ou de corruption avant, pendant ou après la procédure de conclusion d'un marché, contrat ou avenant constituerait un motif suffisant pour annuler le marché, le contrat ou l'avenant en cause. Elle constituerait également un motif suffisant pour prendre toute autre mesure coercitive, pouvant aller jusqu'à l'inscription sur la liste d'interdiction des opérateurs économiques de soumissionner aux marchés publics, la résiliation du marché ou du contrat et/ou l'engagement de poursuites judiciaires.

Certifie, sous peine de l'application des sanctions prévues par l'article 216 de l'ordonnance n°66-156 du 8 juin 1966, modifiée et complétée, portant code pénal que les renseignements fournis ci-dessus sont exacts.

Fait à, le

Le soumissionnaire

(Nom, qualité du signataire et cachet du soumissionnaire)

NB : En cas de groupement, chaque membre doit fournir sa propre déclaration de probité. En cas de sous-traitance, chaque sous-traitant doit fournir sa propre déclaration de probité.

DECLARATION A SOUSCRIRE
(Document à établir sur papier à en-tête du fournisseur)

Dénomination de la société :
ou raison sociale :

Adresse du siège social :

Forme juridique de la société :

Montant du capital social :

Numéro et date d'inscription au registre du commerce, au registre de l'artisanat et des métiers, ou autre (à préciser) de :

Wilaya(s) où seront exécutées les prestations, objet du marché :

Nom, prénom, nationalité, date et lieu de naissance du ou des responsables statutaires de la société et des personnes ayant qualité pour engager la société à l'occasion du marché :
.....

Le déclarant atteste que la société est qualifiée et/ou agréée par un organisme spécialisé à cet effet, lorsque cela est prévu par des textes réglementaires :
.....

Dans l'affirmative : (indiquer l'organisme qui a délivré le document, son numéro, sa date de délivrance et sa date d'expiration) :

Le déclarant atteste que la société a réalisé pendant les trois dernières années un chiffre d'affaires annuel moyen de : (indiquer le montant du chiffre d'affaires en chiffres et en lettres) :

Existe-t-il des privilèges et nantissement inscrits à l'encontre de la société au greffe du tribunal, section commerciale?

Dans l'affirmative : (préciser la nature de ces privilèges et nantissement et identifier le tribunal) :

Le déclarant atteste que la société n'est pas en état de faillite, de liquidation ou de cessation d'activité :

Le déclarant atteste que la société ne fait pas l'objet d'une procédure de déclaration de faillite, de liquidation ou de cessation d'activité :

La société est-elle en état de règlement judiciaire ou de concordat ? :
.....

Dans l'affirmative: (identifier le tribunal et indiquer la date du jugement ou de l'ordonnance, dans quelles conditions la société est-elle autorisée à poursuivre son activité et le nom et l'adresse du syndic de règlement judiciaire)

La société fait-elle l'objet d'une procédure de règlement judiciaire ou de concordat ? :
.....

Dans l'affirmative : (identifier le tribunal et indiquer la date du jugement ou de l'ordonnance, dans quelles conditions la société est-elle autorisée à poursuivre son activité et le nom et l'adresse du syndic de règlement judiciaire)

La société a-t-elle été condamnée en application des dispositions de l'ordonnance n°03-03 du 19 juillet 2003, modifiée et complétée, relative à la concurrence ? :
.....

Dans l'affirmative: (préciser la cause de la condamnation, la sanction et la date de la décision)

Le déclarant atteste que la société est en règle avec ses obligations fiscales, parafiscales et l'obligation de dépôt légal de ses comptes sociaux :

La société s'est-elle rendue coupable de fausses déclarations ? :

Dans l'affirmative : (préciser à quelle occasion, la sanction infligée et sa date) :
.....

La société a-t-elle fait l'objet d'un jugement ayant autorité de la chose jugée et constatant un délit affectant sa probité professionnelle? :

Dans l'affirmative: (préciser la cause de la condamnation, la sanction et la date du jugement)

La société a-t-elle fait l'objet de décisions de résiliation aux torts exclusifs, par des maîtres d'ouvrages? :.....

Dans l'affirmative : (indiquer les maîtres d'ouvrages concernés, les motifs de leurs décisions, si il y a eu recours auprès de la commission nationale des marchés compétente, ou de la justice et les décisions ou jugements et leur date).....

La société est-elle inscrite sur la liste des opérateurs économiques interdits de soumissionner aux marchés publics, prévue à l'article 61 du décret présidentiel n°10-236 du 28 Chaoual 1431 correspondant au 7 octobre 2010, modifié et complété, portant réglementation des marchés publics ? :

Dans l'affirmative : (indiquer l'infraction et la date d'inscription à ce fichier)
.....

La société est-elle inscrite au fichier national des fraudeurs, auteurs d'infractions graves aux législations et réglementations fiscales, douanières et commerciales ? :

.....
Dans l'affirmative : (préciser l'infraction et la date d'inscription à ce fichier)
.....

La société a-t-elle été condamnée pour infraction grave à la législation du travail et de la sécurité sociale? :

Dans l'affirmative : (préciser l'infraction, la condamnation et la date de la décision)
.....

La société, lorsqu'il s'agit de soumissionnaires étrangers, a-t-elle manqué au respect de l'engagement d'investir prévu à l'article 24 du décret présidentiel n°10-236 du 28 Chaoual 1431 correspondant au 7 octobre 2010, modifié et complété, portant réglementation des marchés publics ? :

Dans l'affirmative : (indiquer le maître d'ouvrage concerné, l'objet du marché, sa date de signature et de notification et la sanction infligée)

Indiquer le nom, le(s) prénom(s), la qualité, la date et le lieu de naissance et la nationalité du signataire de la déclaration:

J'affirme, sous peine de résiliation de plein droit du marché ou de sa mise en régie aux torts exclusifs de la société, que ladite société ne tombe pas sous le coup des interdictions édictées par la législation et la réglementation en vigueur.

Je certifie, sous peine de l'application des sanctions prévues par l'article 216 de l'ordonnance n°66-156 du 8 juin 1966, modifiée et complétée, portant code pénal que les renseignements fournis ci-dessus sont exacts.

Fait à, le

Le soumissionnaire (nom, qualité du signataire et cachet du soumissionnaire)

NB : En cas de groupement, chaque membre doit fournir sa propre déclaration à souscrire. Le chef de file doit mentionner qu'il agit au nom du groupement et préciser la nature du groupement (conjoint ou solidaire).